

## **DU MIRACLE ÉCONOMIQUE À LA CRISE FINANCIÈRE EN ASIE DU SUD-EST : ÉROSION DES ACQUIS SOCIAUX ET RETOUR DE LA PAUVRETÉ ?**

**Rodolphe DE KONINCK et Terry G. McGEE**

*Depuis les années soixante, la plupart des pays du Sud-Est asiatique ont réalisé des progrès considérables au plan tant de la croissance économique qu'à celui du bien-être social. La productivité agricole, l'industrialisation et l'urbanisation ont fait des bonds, alors que des succès importants ont été atteints dans la lutte à la pauvreté, tout particulièrement en Indonésie. Cependant, les disparités sociales et régionales sont demeurées grandes voire se sont accentuées. La crise financière de 1997-98, dont les conséquences négatives au plan économique ont commencé à se résorber, a tout de même laissé des traces profondes, continuant à menacer les acquis sociaux, là aussi surtout en Indonésie.*

### **Le miracle asiatique version Sud-Est asiatique**

Depuis le début des années soixante, les réalisations de plusieurs des pays du Sud-Est asiatique ont été étonnantes, du moins jusqu'à ce que la crise financière n'éclate en 1997. Elles l'ont été tant au plan économique qu'à celui du progrès social<sup>1</sup>. Certes, les progrès n'ont été ni uniformes ni universels, des différences notoires persistant entre les divers pays, dont certains comptent encore parmi les plus pauvres du monde, et entre les réalisations spécifiques. Certes, de fortes disparités persistent, qu'elles soient économiques ou sociales, à l'intérieur même des pays, entre les régions, les centres et les périphéries, les villes et les campagnes, les hommes et les femmes et

1. Les études ayant fait état des succès rencontrés par les pays de la région ont été nombreuses. Parmi les plus utiles, c'est-à-dire parmi celles ayant privilégié une distance critique devant les exploits du Sud-Est asiatique, on compte ; RIGG J., *Southeast Asia : A Region in Transition*, Londres, Unwin Hyman, 1991 ; HEWISON K, ROBISON R. et RODAN G., (dir), *Southeast Asia in the 1990s. Authoritarianism, Democracy and Capitalism*, Sydney, Allen and Unwin, 1993 ; JOMO K. S. et al, *Southeast Asia's Misunderstood Miracle. Industrial Policy and Economic Development in Thailand, Malaysia and Indonesia*, Boulder, Westview Press, 1997 ; RIGG J., *Southeast Asia : The Human Landscape of Modernization and Development*, Londres, Routledge, 1997.

les divers groupes ethniques. Bref, les progrès à accomplir demeuraient au moins aussi importants que ceux accomplis en quelque trois ou quatre décennies. Mais, globalement, le bilan avait été remarquable et positif : qu'on en juge.

### *Parmi les grandes réalisations économiques*

C'est bel et bien au cours de ces années soixante que des pays tels la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et la Thaïlande sont parvenus, à travers la résolution d'un certain nombre de problèmes politiques majeurs, à prendre la voie des grandes réformes économiques et des transformations sociales. Plus tard, à l'issue de transitions spécifiques, fort différentes, tant les Philippines que le Vietnam ont commencé à suivre la même voie. Toutes ces transitions ont impliqué et tout à la fois résulté dans un certain nombre de processus fondamentaux, dont les suivants : la consolidation de l'État ; des transformations agraires et agricoles profondes ; un élargissement et une consolidation du contrôle territorial ; une ouverture grandissante au marché mondial, associée à une industrialisation de plus en plus rapide ; une accélération de l'urbanisation.

Ainsi, dans chacun de ces cinq grands pays agricoles que sont l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam, la stabilisation et le renforcement des administrations étatiques centrales ont été accompagnés par une prise en charge de plus en plus dirigiste du secteur agricole, auquel des investissements considérables ont été consentis. Ceux-ci ont à leur tour permis une intensification et une extensification tout aussi considérables des cultures, tant vivrières qu'industrielles. Du côté des cultures vivrières c'est bien sûr la plus importante au plan des superficies et des effectifs, à savoir la riziculture, qui a fait l'objet des principaux investissements. Ainsi, depuis le début des années soixante, dans chaque pays, des progrès étonnants ont été réalisés au chapitre des rendements rizicoles<sup>2</sup>, rappelant les succès antécédents en ce domaine du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan, alors que la part des territoires nationaux mise en culture n'a cessé de s'accroître, dans ce cas à un rythme inégalé ailleurs dans le monde (Tableau 1). La croissance de la production qui en est résultée s'est fait sentir tant au plan de l'approvisionnement vivrier local qu'à celui des exportations de produits de cultures dites industrielles, telles le caoutchouc, l'huile de palme ou le café, et même de riz. Il importe de souligner combien, dans chacun des cinq grands pays agricoles évoqués ci-dessus, la révolution verte a contribué à consolider et à renforcer au plan économique l'ensemble de

2. De tels progrès ont aussi été réalisés en Birmanie, au Laos et au Cambodge ; cf DE KONINCK R., "Southeast Asian Agriculture since the Sixties", in CHIA LIN SIEN (dir), *Southeast Asia Transformed : A Geography of Change*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 2001.

Tableau 1. Indices de croissance et de progrès économiques pour cinq pays de l'Asie du Sud-Est. 1960-1995

	Taux de croissance annuel des rendements rizicoles		Proportion (%) du territoire national consacrée à l'agriculture		Taux de croissance annuel de la valeur des exportations		Taux de croissance annuel du PIB/capita	
	1960-75	1975-95	1960	1995	1966-80	1980-94	1965-80	1980-95
Indonésie	3,65	3,19	7 <sup>b</sup>	16	33,5	3,4	4,8	4,4
Malaysia	2,53	0,65	17	23 <sup>b</sup>	76,9	13,5	3,6	4,2
Philippines	3,41	3,32	23	32 <sup>c</sup>	16,8	9,1	2,9	-0,4
Thaïlande	2,12	1,46	16	40	18,0	19,7	4,6	6,4
Vietnam	0,13	3,61	12	20 <sup>d</sup>	—	—	—	4,7 <sup>e</sup>

a) 1960 = x 1960-61-62 ; 1975 = x 1974-75-76 ; 1995 = x 1994-95-96 ;

b) 1963 ; c) 1959 ; d) estimation ; e) 1986-95

Sources : Ahuja *et al.*, 1997 ; FAO, *Annuaire de la production* (diverses années).

l'économie rurale. Ceci dit, ce sont surtout les exportations d'origine industrielle qui, de plus en plus, ont contribué à accroître la présence des pays de la région sur le marché mondial. Lesquels pays, à l'exception des Philippines, ont ainsi connu un taux de croissance substantiel de leur produit intérieur brut, y compris sur une base *per capita*, ce qui est particulièrement significatif.

Depuis 1960, l'urbanisation aussi a connu une forte augmentation. Entre 1960 et 1990, la proportion de la population résidant dans les villes a plus que doublé en Indonésie et aux Philippines et a presque triplé en Thaïlande, alors qu'en Malaysia, pays déjà de loin le plus urbanisé de la région en 1960, cette proportion passait tout de même de 30 % à 50 % (Tableau 2). Au Vietnam cependant, aux prises avec les guerres et ne faisant qu'amorcer sa propre transition économique, la croissance du poids démographique relatif des villes est demeurée très faible. Au total, cette croissance urbaine traduisait deux grandes tendances : premièrement, un essor remarquable des industries fortes utilisatrices de main-d'œuvre et, deuxièmement, une hausse soutenue dans la production des biens de consommation, tels les appareils ménagers et les automobiles destinés aux classes moyenne et privilégiée et se substituant de plus en plus aux produits importés. Ces évolutions se firent particulièrement visibles dans les grandes villes telles Jakarta, Manille, Bangkok et Kuala Lumpur, et même, depuis 1990, à Ho Chi Minh-Ville. À compter de cette date, toutes ces grandes villes s'étaient de plus en plus au détriment de leurs arrière-pays agricoles respectifs, l'aire métropolitaine des

Tableau 2. Évolution des taux d'urbanisation pour cinq pays d'Asie du Sud-Est. 1960-1990

	Taux d'urbanisation <sup>1</sup> en %	
	1960	1990
Indonésie	14,9	30,6
Malaysia	30,0	49,8
Philippines	21,4	48,8
Thaïlande	11,4	32,0
Vietnam	18,3 <sup>2</sup>	19,9
<i>Total</i>	16,6	30,2

- 1) Les taux d'urbanisation reflètent la proportion de la population nationale résidant dans les villes, telles que celles-ci sont définies par les services du Recensement du pays concerné.  
 2) Les données sont pour 1970 et concernent le Nord et le Sud Vietnam d'alors.

Sources : McGee T.G., *The Southeast Asian City*, London, G. Bell & Sons, 1967 ; ESCAP – Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, *State of Urbanization in Asia and the Pacific*. New York, United Nations, 1992.

trois premières ayant déjà dépassé les 10 millions d'habitants<sup>3</sup>. Cette croissance urbaine apparaissait alors tel un aimant pour les populations des campagnes qui continuaient à y affluer.

### Parmi les grandes réalisations sociales

Tant les conditions sociales que les impacts sociaux de ces hausses de production ont été remarquables. Parmi ces derniers, on en évoquera ici trois manifestations, qui toutes témoignent de progrès indéniables. Il s'agit de l'amélioration des disponibilités alimentaires, de la hausse des taux d'alphabétisation et, enfin, de la hausse de l'espérance de vie, tant parmi les hommes que, plus encore, parmi les femmes (Tableau 3).

Grâce à l'accroissement massif des productions nationales vivrières et tout particulièrement celles de riz, lequel représente l'aliment de base de la majorité des habitants du Sud-Est asiatique, la situation alimentaire s'est améliorée. Sauf en Malaysia, laquelle a été la première à miser massivement sur lesdites cultures industrielles, le taux de croissance annuel moyen de la

3. Voir McGEE T. G. et ROBINSON I., (dir), *The Mega-Urban Regions of Southeast Asia*, Vancouver, UBC Press, 1995.

Tableau 3. Indices de progrès social  
pour cinq pays de l'Asie du Sud-Est. 1960-1995

	Disponibilité alimentaire calories/jour/capita		Taux d'analphabétisme		Espérance de vie	
	1961-63	1992-94	1960	1995	1960 hommes/ femmes	1995 hommes/ femmes
Indonésie	1731	2609	57 <sup>a</sup>	16	47/47	62/66
Malaysia	2418	2782	53 <sup>b</sup>	16	60/63 <sup>d</sup>	69/74
Philippines	1698	2356	28	5	49/53 <sup>c</sup>	64/68
Thaïlande	2031	2365	32	6	54/59	67/72
Vietnam	2035	2302	35 <sup>c</sup>	6	54/57	66/70

a) 1961 ; b) 1957 et pour la seule Malaisie ; 23,5 et 21,5 pour Sabah et Sarawak ; c) Nord Vietnam ; d) 1970 ; e) 1946-49.

Sources : FAO, *Food Balance Sheets* ; ONU, *Annuaire démographique* ; UNESCO, *Annuaire statistique* (diverses années).

production rizicole, partout vitale, au sens littéral du terme, a dépassé celui de la population pendant la période 1960-1995. Ainsi, non seulement la consommation calorique *per capita* moyenne a-t-elle partout été rehaussée, y compris en Thaïlande et au Vietnam, dont les exportations de riz se sont pourtant accrues considérablement, la structure même de cette consommation a été bonifiée. En effet, la part des fruits et légumes, de la viande et des graisses animales a augmenté substantiellement, tout particulièrement en Indonésie<sup>4</sup>, de loin le plus grand et le plus peuplé des pays de la région.

C'est d'ailleurs en Indonésie que les programmes d'alphabétisation ont connu le plus de succès, le taux d'analphabétisme y ayant régressé, entre 1961 et 1995, de 57 % à 16 %. Ici, comme ailleurs, les campagnes d'alphabétisation ont privilégié la langue nationale, en l'occurrence le *bahasa Indonesia*, dans le cadre d'une véritable géopolitique de l'intégration des marges territoriales du pays. Cette intégration culturelle des marges s'est notamment appuyée sur un vaste programme d'expansion agricole associé à des déplacements massifs de populations agricoles. Cette "transmigration", comme la désigne les Indonésiens, crée donc une catégorie de colons ou de pionniers, pour la plupart issus du cœur du pays, en l'occurrence les îles de

4. Voir MOLINA L. E., "Pérennité, transformations et aléas de la situation alimentaire de l'Asie du Sud-Est", in DE KONINCK R. et al, (dir), *Identités, territoire et environnement en Asie du Sud-Est*, Documents du GÉRAC (Québec, Institut québécois des hautes études internationales), n° 13, 1999, pp. 147-176.

Java, Madura et Bali. De cette façon, comme au Vietnam, comme aux Philippines, les paysans pauvres en mal de terres à cultiver jouent le rôle de fer de lance territorial de l'État central<sup>5</sup>.

Enfin, l'espérance de vie, indice fort significatif, a elle aussi connu un accroissement généralisé, les meilleures performances ayant été réalisées en Indonésie et aux Philippines. Dans ce dernier pays, ainsi qu'en Thaïlande, au Vietnam et en Malaysia, l'espérance de vie des femmes avait en 1995 atteint ou dépassé 70 ans, l'écart avec celui des hommes ayant commencé à progresser, selon un modèle tendant à s'universaliser dans le cadre de la hausse des niveaux de vie moyens.

### La persistance des disparités

Nous disons bien "niveaux de vie moyens". Car, dans chaque pays, de graves problèmes de disparité ont persisté. Bien que la pauvreté ait elle-même partout régressé au plan national, plusieurs formes d'inégalité sont demeurées considérables voire ont été accentuées. Ainsi, dans chaque pays, les écarts interrégionaux dans la répartition de la pauvreté ont subsisté, certaines régions étant demeurées de véritables réduits de la pauvreté. C'est le cas, notamment, des provinces du Nord-Est de la Thaïlande, des hautes terres du Vietnam et, en Indonésie, des petites îles de la Sonde les plus orientales et de la province de Kalimantan occidental. Dans certains pays, les écarts sans doute les plus marqués sont ceux qui s'établissent et même parfois s'accroissent entre les groupes ethniques, les ethnies minoritaires, souvent montagnardes, ayant souvent été laissées pour compte dans la ruée vers la croissance économique. Cela semble tout à fait le cas au Vietnam, les provinces, régions et localités les plus pauvres étant pratiquement toujours celles où prédominent les ethnies minoritaires<sup>6</sup>.

La dichotomie entre les villes et les campagnes demeure frappante, les taux de pauvreté parmi les populations rurales étant plusieurs fois plus élevés. Ainsi, en Malaysia, ils étaient encore presque sept fois plus élevés en 1987, en Indonésie, cinq fois (en 1990), au Vietnam, huit fois (en 1993), alors qu'en Thaïlande, l'écart, au moins aussi marqué qu'au Vietnam au début des années quatre-vingt dix, continue de s'accroître<sup>7</sup>. Cette croissance

5. Voir DE KONINCK R., "The Peasantry as the Territorial Spearhead of the State : The Case of Vietnam", *Sojourn. Social Issues in Southeast Asia*, vol. 11/2, 1996, pp. 231-258 ; DE KONINCK R. et DÉRY S., "Agricultural Expansion as a Tool of Population Redistribution in Southeast Asia", *Journal of Southeast Asian Studies*, 28/1, 1997, pp. 1-26.

6. Voir RAMBO A. T., (dir), *The Challenges of Highland Development in Vietnam*, Honolulu, East-West Center, 1995 ; HAINSWORTH G. B., (dir), *Localized Poverty Reduction in Vietnam*, Vancouver, Centre for Southeast Asia Research, University of British Columbia, 1999.

7. AHUJA V., et al, (dir.), *Everyone's Miracle ? Revisiting Poverty and Inequality in East Asia*, Washington, World Bank, 1997, p. 16 et pp. 90-93.

des disparités villes-campagnes, depuis longtemps fort préoccupante pour les gouvernements de la région, a amené ceux-ci à élaborer des politiques de développement régional s'appuyant, notamment, sur l'expansion pré-citée de la frontière agricole. La croyance dans la capacité de rétention démographique des campagnes est d'ailleurs présente dans les politiques mises en place depuis le début de la crise financière de 1997, alors que l'on mise sur le retour à la campagne d'un grand nombre des pauvres et des nouveaux chômeurs urbains.

Enfin, s'agissant de l'inégalité dans la répartition de la pauvreté, celle qui s'établit entre les hommes et les femmes demeure profonde. Ainsi, en Malaysia, sans doute le pays de la région<sup>8</sup> ayant connu les plus grands succès au plan de la réduction de la pauvreté, les écarts de revenu demeuraient encore considérables entre les foyers dirigés par des hommes et ceux dirigés par des femmes<sup>9</sup>.

Hélas, ce sont précisément ces failles, ces disparités qui sont à nouveau ouvertes, élargies par la crise financière, tout particulièrement en Indonésie, sans doute le pays de la région le plus menacé par l'érosion des gains réalisés au cours des trois dernières décennies.

## Le cas de l'Indonésie

### *L'ampleur des réalisations*

C'est bien au sein de cette Indonésie ou plus exactement de ces ex-Indes néerlandaises, que, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, les problèmes économiques, notamment ceux d'une agriculture peu productive, avaient le plus d'ampleur et apparaissaient les plus difficiles à régler<sup>10</sup>. Et c'est bien en Indonésie que, depuis lors, la réduction de la pauvreté et le progrès social en général ont, on l'a vu (Tableau 2), touché le plus grand nombre. Car, il ne faut pas l'oublier, le grand pays-archipel compte aujourd'hui plus de 210 millions d'habitants, soit environ 40 % des quelque 520 millions d'habitants du Sud-Est asiatique.

Et cela, malgré le poids excessif des militaires dans la gestion du pays, malgré, pendant plus de trente ans, la "véritable patrimonialisation de l'État

8. Rappelons que la Cité-État de Singapour, qui n'est pas prise en compte ici, a connu des succès encore plus grands ; cf DE KONINCK R., *L'Asie du Sud-Est*, Paris, Mason, 1994 et *Singapour. Un atlas de la révolution du territoire*, Montpellier, RECLUS, 1992.

9. GIBBONS D. S. and SUKOR K., *Banking on the Rural Poor*, Kuaka Lumpur, Asian Pacific Development Center, 1990.

10. Voir, notamment, ROBEQUAIN Ch., *Le monde malais*, Paris, Payot, 1946 ; *Étude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1955*, Nations Unies, New York, 1957 ; GEERTZ C., *Agricultural Involvement. The Processes of Ecological Change in Indonesia*, Berkeley, University of California Press, 1963 (chap. 6) ; FISHER C. A., *South-East Asia. A Social, Economic and Political Geography*, Londres, Methuen, 2<sup>e</sup> édition, 1966 (chap. 10).

et de l'économie"<sup>11</sup> par le président et ex-général Suharto, malgré, enfin, la généralisation de la corruption, le pillage des ressources et la détérioration environnementale.

Mais ce retard dans le développement de la société civile, ces nombreuses hypothèques posées à l'encontre du développement durable, tout comme la persistance des disparités et des inégalités sont, aujourd'hui, autant de handicaps pour une population aux prises avec une recrudescence accélérée de la pauvreté.

Pour bien appréhender l'évolution actuelle de l'Indonésie, il faut aussi garder en mémoire une caractéristique de l'écologie politique nationale, à savoir la dichotomie centre-périphérie, laquelle pèse encore lourdement dans les affaires du pays, nonobstant les tentatives de redistribution des populations, via le programme de transmigration, évoqué ci-haut. Aujourd'hui encore, plus de 61 % de la population du pays vivent dans l'île de Java et dans les petites îles attenantes de Madura et Bali, lesquelles ne comptent au total que pour quelque 7 % du territoire national. Quant au territoire même de ce centre du pays, peu étendu mais très densément peuplé, il était jusqu'à récemment demeuré caractérisé par la pratique de l'agriculture, tout particulièrement la riziculture irriguée. Mais au cours des trois dernières décennies, l'urbanisation galopante a commencé à modifier en profondeur ce schéma traditionnel, le poids des grands centres urbains, tels Jakarta, Bandung, Semarang, Surabaya et même Denpasar à Bali se faisant de plus en plus sentir. Les îles dites extérieures, pour leur part, se sont vues confier la responsabilité de développer la frontière des ressources, tant minières, notamment les hydrocarbures, l'étain, le nickel et le cuivre, que forestières et agricoles, tout particulièrement le caoutchouc et l'huile de palme, encore qu'ici aussi la croissance des villes apparaisse très rapide. Dans ces îles périphériques, les populations, au départ beaucoup moins densément réparties, sont marquées par la diversité culturelle, en particulier linguistique et religieuse. Au plan national, cette dichotomie fondamentale se traduit par un accès fort inégal au pouvoir politique, largement favorable au centre javanais, lequel exerce par ailleurs un poids économique démesuré, résultant dans une distribution territoriale déséquilibrée de la richesse. Ces disparités sont au cœur du développement récent des problèmes auxquels le pays est actuellement confronté.

---

11. COMPAGNON D., "La corruption en Asie du Sud-Est : mesure du phénomène, variables explicatives et politiques anti-corruption", *Revue internationale de politique comparée*, 4/2, 1997, pp. 333-359 (337) ; voir aussi CROUCH H., "Patrimonialism and Military Rule in Indonesia", *World Politics*, 31, 1979, pp. 571-587.



### ***Un dangereux retour de la pauvreté***

Tous les observateurs s'entendent pour le dire : c'est en Indonésie que l'impact social de la crise financière asiatique se montre le plus sévère<sup>12</sup>. Dès la fin de juillet 1997, la valeur de la devise indonésienne, la rupiah, stabilisée depuis de nombreux mois autour de 2.400 au dollar américain, a commencé à baisser de façon inquiétante, cette baisse prenant l'allure d'une dégringolade au cours des mois qui suivirent. Elle s'est poursuivie même au-delà de la démission de Suharto (21 mai 1998), la valeur de la rupiah ayant sombré jusqu'à quelque 14.400 pour un dollar américain à la fin de juin. Un redressement s'est enfin amorcé en juillet 1998, le dollar américain ne permettant plus d'acheter que 7.400 rupiah en novembre 1998. Depuis lors, cependant, la chute de la devise indonésienne a repris. En date du 15 mars 1999, un dollar américain achetait 8.993 rupiah<sup>13</sup>.

Cette chute de la valeur de la devise nationale n'est, bien sûr, que l'un des indices des difficultés énormes avec lesquelles le pays est confronté. Un autre est le bilan de la croissance de l'économie nationale en 1998, la décroissance devrait-on plutôt dire, l'évolution ayant été négative : - 14 %<sup>14</sup>. Bien que cette contraction soit, semble-t-il, appelée à ralentir en 1999<sup>15</sup>, le pays demeure soumis à de multiples bouleversements, comme en témoigne, notamment, le fréquent éclatement d'émeutes, pour la plupart à caractère racial, y compris là où le développement de la frontière agricole met en présence des communautés jusqu'alors demeurées étrangères les unes aux autres. Surtout, ceci expliquant cela, la pauvreté continue à faire des ravages, en bonne partie à cause des pertes d'emploi massives.

Il faut rappeler que pendant les années de forte croissance, le pays avait connu une remarquable réduction de la pauvreté. Selon la Banque mondiale, l'Indonésie était encore, en 1970, l'un des pays les plus pauvres du monde, avec quelque 60 % de sa population vivant sous le seuil de la pauvreté<sup>16</sup>. En date de 1990, ce taux avait été abaissé à 15 %<sup>17</sup>, la réduction s'étant apparemment poursuivie depuis, bien qu'à un moindre rythme. Malgré un taux de croissance démographique encore trop vigoureux (de l'ordre de deux pour cent par année entre 1975 et 1991), le nombre total de personnes

12. Voir, notamment, les fréquents rapports diffusés par la Banque mondiale, tel *Social Crisis in Asia*, placé sur le WEB au début de 1999.

13. On peut suivre l'évolution des cours des devises asiatiques dans les livraisons hebdomadaires du *Far Eastern Economic Review*. La dernière valeur évoquée ici est citée dans la livraison du 25 mars 1999, p. 70.

14. *Far Eastern Economic Review*, 4 mars 1999, p. 44.

15. D'après le Fonds monétaire International, la contraction de l'économie serait de l'ordre de 3,4 % en 1999 (*ibid*).

16. WORLD BANK, *Indonesia : Stability, Growth and Equity in Repelita VI*, Jakarta, Indonesia Resident Mission, 1994.

17. BIRO PUSAT STATISTIK, *Kemiskinan dan Pemerataan Pendapatan di Indonesia 1976-1990*, Jakarta, 1992.

vivant sous le seuil de la pauvreté avait chuté de quelque 54 à 27 millions (entre 1976 et 1990)<sup>18</sup>. Certes, comme le soulignent Mason et Baptist<sup>19</sup>, il s'agit là de chiffres officiels, sujets à caution. Pourtant, comme ces mêmes auteurs le reconnaissent, plusieurs sources semblent en corroborer la fiabilité<sup>20</sup>.

Il semble bien que, depuis le déclenchement de la crise au milieu de 1997, ces gains pourtant considérables aient déjà été largement érodés. Ainsi, d'après les estimations des services gouvernementaux indonésiens eux-mêmes<sup>21</sup>, au milieu de 1998, le nombre des pauvres<sup>22</sup> avait atteint 79 millions, dont 57 millions dans les campagnes et 22 millions dans les villes ; à la fin de 1998, le total s'élevait à 90 millions, soit près de 45 % de la population du pays.

### *Les pauvres devant la crise*

Il existe plusieurs types de pauvreté, ce que les statistiques à l'échelle nationale ne révèlent pas. Une chose est certaine, qu'il s'agisse de la pauvreté endémique dans telle région ou dans tel quartier urbain, de la pauvreté propre aux catégories sociales plus vulnérables (familles mono-parentales, orphelins, gens âgés), tous les types, toutes les formes de pauvreté sont directement affectées et susceptibles de s'accroître massivement sous l'impact de la crise. D'autant plus que les mises à pied et les pertes d'emploi se multiplient.

Au plan de l'emploi, au cours des trois années qui avaient précédé le déclenchement de la crise, soit de 1994 à 1997, un certain nombre de tendances, déjà évidentes depuis plusieurs années, s'étaient accentuées. Parmi les plus fondamentales, on peut en mentionner quatre : la part des emplois assurée par le secteur agricole a régressé substantiellement, de 46 % à 41 %, affectant tant l'île de Java – laquelle compte près de 60 % de la population nationale – que les îles dites extérieures ; ce recul a été compensé par une hausse de la part du secteur commercial (+3 %) et du secteur des services (+1,5 %), celle du secteur industriel demeurant stable (~12 %) ; les femmes, malgré des gains dans le secteur commercial et dans celui des services, ont perdu plus d'emplois que les hommes dans le secteur agricole ; enfin, un

18. Ibidem.

19. MASON A. et BAPTIST J., *How Important are Labor Markets to the Welfare of Indonesia's Poor*, Policy Research Working Paper, Washington, World Bank, 1996.

20. WIEBE F., "Measuring Poverty in Indonesia : Identifying the Poor Under Heterogeneous Conditions", Doctoral Dissertation, Food Research Institute, Stanford University, Stanford.

21. Il s'agit des estimations non publiées, d'accès restreint, du "Bureau central de la statistique" (*Biro Pusat Statistik*).

22. Définis comme étant les personnes pour lesquelles les disponibilités alimentaires quotidiennes sont inférieures à 2200 calories par jour.

plus grand nombre d'emplois ont été créés dans les îles extérieures, la part de l'île de Java sur le marché des emplois à l'échelle nationale régressant quelque peu, de ~60 % à ~59 %.

Il semble bien que plusieurs sinon la totalité de ces tendances aient été remises en question par la crise. Selon des données statistiques recueillies pour le compte du gouvernement indonésien<sup>23</sup>, concernant l'évolution de l'emploi entre février 1997 et février 1998, les processus suivants sont à l'œuvre :

- dans les régions rurales, l'emploi agricole est à la hausse, alors qu'il est à la baisse dans trois secteurs d'activités importants, soit l'industrie manufacturière, les services et la construction ; dans les villes, l'emploi est à la hausse dans le commerce, l'industrie manufacturière et même l'agriculture, les banlieues maraîchères accueillant de plus en plus de travailleurs – alors qu'il perd du terrain dans les services et dans l'industrie de la construction ;
- les secteurs où l'emploi est en hausse sont ceux qui se caractérisent par l'importance qu'y prennent les emplois dits informels, ce qui comprend la vente au détail de biens de consommation courante<sup>24</sup> ou le travail agricole parcellaire, c'est-à-dire celui qui est réalisé au sein de l'agriculture paysanne ;
- de tels emplois sont surtout occupés par les femmes et c'est donc parmi elles que la croissance de ce type d'emploi est le plus marqué ; – ainsi, à Java, pas moins de 96 % des quelque 250.000 nouveaux emplois générés dans le secteur agricole sont occupés par des femmes. Cependant, dans les îles extérieures, la hausse encore plus marquée du nombre des emplois agricoles concerne tout autant les hommes ;
- d'une façon générale, bien que la pauvreté soit largement et proportionnellement plus répandue dans les villes, ce sont les campagnes et l'agriculture qui, actuellement, semblent offrir le plus de moyens de survie ;
- ainsi, bien que faiblement rémunérés, les emplois informels, d'abord féminins, sont appelés à occuper une place de plus en plus importante pour la survie des familles pauvres, soit près de la moitié de la population.

D'où l'importance tout aussi cruciale des organisations non gouvernementales (ONG), qui sont les mieux placées pour enseigner les nouveaux métiers de survie et pour en assurer la viabilité, notamment via les programmes et réseaux de micro-crédit. À vrai dire, face à la crise, la mise en place, le développement et la consolidation des réseaux de solidarité sont évidents un

23. McGEE T. G., SETIAWAN B. et FIRMAN T., *From the Roots up. A Report on the Role of Employment Creation : Policies for the Poor in a Period of Slow Economic Recovery and Political Volatility in Indonesia*, Jakarta et Ottawa, CIDA-BAPPENAS Development Report, non publié, 1999.

24. Sur cette question, cf McGEE T. G. and YEUNG Yue Man, (dir), *Hawkers in Southeast Asia : Planning for the Bazaar Economy*, Ottawa, IDRC, 1977.

peu partout dans le Sud-Est asiatique, notamment en Thaïlande et aux Philippines<sup>25</sup>.

Reste à savoir pendant combien de temps de tels réseaux pourront contenir les effets de la crise financière, avant qu'elle ne liquide tous les acquis des trois dernières décennies en matière de lutte contre la pauvreté.

## Conclusion

Les impacts immédiats de la crise financière ont semble-t-il amené les autorités gouvernementales à croire de plus en plus que les chômeurs et les pauvres pouvaient être absorbés, pris en charge par le secteur agricole et par l'ensemble du secteur informel. Cependant, la résolution à long terme des impacts de la crise apparaît plus problématique. Ainsi, en Indonésie, le budget prévu pour 1999-2000, devant permettre de contrer les effets de la crise par la recapitalisation du secteur bancaire et la mise en place de plusieurs programmes sociaux destinés aux pauvres, implique un déficit budgétaire que ne sauraient combler entièrement les prêts du Fonds monétaire international. De plus, la plus grande ouverture politique, évidente depuis la chute de Suharto en mai 1998, y est associée à une situation d'une extrême volatilité politique, entraînant de multiples désordres civils, dont des confrontations ethniques et religieuses.

Il est donc particulièrement difficile de prédire la voie que saura suivre l'Indonésie au cours des prochaines années. Parmi les scénarios possibles, en voici trois. Selon le premier, la relance économique sera retardée, le pays devant d'abord retrouver la stabilité politique. Dans ce cas, la marge de manœuvre à la disposition des autorités du pays demeurera étroite, l'économie ne rebondissant pas ou si peu, la pauvreté demeurant très répandue, les rentrées de devises faibles et l'instabilité politique menaçante alors que, enfin, les rentrées fiscales ne pourront être que modestes. Les politiques de l'État devront donc être établies et appliquées au coup à coup, dans un contexte de véritable gestion de crise.

Selon le second scénario, beaucoup plus optimiste, le calendrier politique devant conduire à des élections prochaines progresse sans trop de heurts, les prédictions économiques pour 1999-2000 se révèlent exactes, la réduction de la pauvreté étant relancée et le gouvernement parvenant à rétablir l'ordre public. Si tel était le cas, la planification à long terme de la relance économique deviendrait envisageable, à compter de la fin de 1999.

---

25. Voir, par exemple, le plus récent numéro (no 4, 1999) du *DSSEA Update* ("A Publication of the Development and Security in Southeast Asia (DSSEA) project").

Selon le troisième scénario, la déroute politique et sociale s'accroît, les pouvoirs régionaux se braquent alors que la contraction de l'économie se poursuit, toutes choses rendant la situation quasi insoluble, tant pour le gouvernement national que pour la communauté internationale.

L'Indonésie est certes le pays le plus durement ébranlé par la crise financière asiatique. Mais celle-ci remet tout de même en question l'ensemble du miracle asiatique, en particulier sa ou ses versions Sud-Est asiatiques, tout comme le modèle de développement fondé sur la croissance urbaine et industrielle. Il est probable qu'au cours des prochaines années, les nations d'Asie du Sud-Est devront, comme le laissait déjà entendre Jonathan Rigg<sup>26</sup> en 1997, payer beaucoup plus attention à des modèles alternatifs de développement, privilégiant davantage celui de l'agriculture tout comme les politiques sociales. Ainsi, les conditions pourront-elles à nouveau être créées pour la réalisation d'un nouveau miracle asiatique, celui-là vraiment durable.

### Postface<sup>27</sup>

S'agissant d'un nouveau miracle, s'il est un pays susceptible d'en réaliser un, c'est bien la Malaisie. Parmi ceux de la région ayant été sérieusement affectés par la crise, seul ce pays, son président Mahathir en tête, a refusé de souscrire aux remèdes préconisés par le FMI, établissant même, dès septembre 1998, un contrôle des changes et des mouvements de capitaux, la valeur de la devise nationale, le *ringgit*, étant "bloquée" à 3,8 pour un dollar américain. Preuve du bien fondé de cette décision, aucun marché parallèle ne s'est développé et, surtout, malgré la sérieuse récession de 1998, l'économie malaisienne a renoué avec la croissance en 1999, les années 2000 et 2001 s'annonçant tout aussi favorables sur ce plan. D'ailleurs, d'une façon générale, chacun des pays ayant été particulièrement affectés par la crise a déjà renoué avec la croissance. Plus important encore, parmi les cinq pris en considération ici, il semble bien que ce soit la Malaisie qui ait le moins cédé de terrain au plan des acquis sociaux durant la crise (Tableau 4).

C'est précisément en Malaisie que l'engagement des autorités nationales à réduire la pauvreté s'était avéré le plus ferme, avec l'établissement d'une Nouvelle politique économique (*New Economic Policy* ou NEP), dans le cadre du deuxième plan quinquennal (1971-1975)<sup>28</sup>. Vingt ans après l'adop-

26. RIGG J., *op. cit.*, 1997, en particulier les pages 3 à 68.

27. Le texte qui précède a été rédigé en avril 1999. Depuis, la situation, les situations devrait-on dire, ont beaucoup évolué. Pourtant les éléments rassemblés à cette date, tout autant leur analyse, nous apparaissent toujours valables. Tout au plus, méritent-ils d'être accompagnés de commentaires concernant l'évolution desdites situations au cours des douze derniers mois.

28. Voir Government of Malaysia, *Second Malaysia Plan 1971-1975*, Kuala Lumpur, 1971.

Tableau 4. Malaisie. Évolution de quelques indices sociaux et économiques. 1997-2000

	1997	1998	1999	2000
Population (en millions)	21,7	22,2	22,7	23,2
Mortalité infantile (‰)	9,5	8,3	7,9	—
Chômage (%)	2,5	3,2	4,5*	3,0**
Croissance annuelle du PIB (%)	7,7	-7,5	5,4	10,6
Évolution en % de l'indice de la production industrielle	1998/1997 -7,2		1999/1998 8,9	
Taux de change du ringgit en \$ US	2,8	3,9***	3,8	3,8

Notes : \* = mars 1999 ; \*\* = décembre 1999 ; \*\*\* = jusqu'en septembre 1998.

Source : <http://www.ids.org.my/idsonline/KeyData/malaysia.htm>

tion de cette NEP, ses objectifs, à savoir, essentiellement, une réduction généralisée de la pauvreté et le rattrapage socio-économique de la majorité malaise devant la minorité chinoise, étaient suffisamment atteints pour que le gouvernement malaisien mette un terme à ladite NEP, dans le cadre du sixième plan quinquennal (1991-1995)<sup>29</sup>. De plus, alors que dans les autres pays de l'Asie, tant de l'Est que du Sud-Est, la réduction de la pauvreté absolue avait été accompagnée d'un accroissement des inégalités, en Malaisie, celles-ci avaient régressé<sup>30</sup>.

Enfin, c'est bien au nom de la protection des acquis sociaux que le gouvernement malaisien le Premier ministre Mahathir Mohamad en tête, a refusé d'appliquer les recettes préconisées par le FMI, notamment de réduire les dépenses de l'État dans les domaines de l'éducation et de la santé. Bien qu'il soit peu probable que cette décision éminemment politique ait été la seule cause du maintien à peu près généralisé des acquis en question, une chose est certaine : c'est bel et bien en Malaisie que l'ensemble des progrès sociaux semble avoir été le mieux protégé, comme en témoignent quelques indices récents (Tableau 4).

Quant aux politiques agricoles, dont on a souligné ci-dessus à quel point elles ont été instrumentales pour l'ensemble des progrès économiques et

29. Voir Government of Malaysia, *Sixth Malaysia Plan 1991-1995*, Kuala Lumpur, 1991.

30. Voir <http://www.worldbank.org/eapsocial/countries/malay/pov1.htm>.

sociaux réalisés dans la région depuis les années soixante, elles sont loin d'avoir été relâchées, comme il fallait le prévoir. Premièrement, depuis le début de la crise, dans chacun des pays de la région, le secteur agricole et les campagnes ont provisoirement accueilli une partie des travailleurs mis à pied dans les villes. Deuxièmement, l'expansion agricole a même été accélérée, notamment en Malaisie et en Indonésie, au profit en particulier de la culture du palmier à huile, et au Vietnam au profit de celle du café, les conséquences environnementales de cette ruée agricole s'avérant cependant de plus en plus désastreuses<sup>31</sup>. Troisièmement, dans le contexte de la reprise économique qui semble s'étendre à l'ensemble de la région, entraînant une nouvelle croissance des exportations, celles des produits agricoles n'apparaissent pas en reste.

Ceci dit, c'est toujours en Indonésie que les conséquences de la crise demeurent les plus marquées, tout particulièrement au plan de la stabilité politique. La multiplication des confrontations ethniques dans plusieurs des régions périphériques du pays a amené le gouvernement indonésien à imposer, en mars 2000<sup>32</sup>, un moratoire sur le programme de transmigration. D'origine coloniale, ce programme d'implantation de colons javanais et balinais avait servi les intérêts de l'État central, les pionniers servant en quelque sorte de fer de lance territorial de l'État. Le nécessaire redressement de celui-ci, dont la crise a révélé les nombreuses défaillances, demeure encore fragile. La consolidation de ce redressement apparaît en tout cas indispensable, illustrant par le fait même à quel point, au-delà de la récente crise et des dures exigences de la mondialisation, les appareils d'État, en Indonésie tout comme dans des pays tels la Malaisie, ont encore un rôle crucial à jouer pour l'avenir des populations de la région.

---

31. Voir DE KONINCK R., "La logique de la déforestation en Asie du Sud-Est", *Cahiers d'Outre-Mer*, 51 (204), 1998, pp. 339-366.

32. Voir le *Far Eastern Economic Review*, 163 (13), mars 2000, pp. 36-38.